

Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Séance du 13 février 2014

Ordre du jour

1. Affaires pendantes devant la Cour constitutionnelle.
2. Projet de décret portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et la Principauté de Liechtenstein en vue de l'échange de renseignements en matière fiscale, et le Protocole, faits à Bruxelles le 10 novembre 2009.
3. eWallonieBruxelles Simplification. Projet d'accord de coopération réglant l'organisation et le fonctionnement du service eWallonie Bruxelles simplification, «eWBS » en abrégé, fixant les modalités de transfert des membres du personnel du commissariat EASIWAL au service eWBS et fixant les modalités de transfert des membres du personnel du Ministère de la Communauté française au service eWBS.
4. Création de nouvelles places dans les écoles de la Fédération WallonieBruxelles en réponse au boom démographique volet «pavillons modulaires mobiles ».
5. Projet de contrat de gestion 20142019 de l'Ecole d'administration publique commune à la Communauté française et à la Région wallonne.
6. Bâtiments scolaires : achat d'un plateau d'un immeuble à Liège pour héberger le Service général des infrastructures publiques subventionnées.
7. Infrastructures scolaires de la Communauté française. Subventions accordées aux établissements scolaires dans le cadre du Programme Prioritaire de Travaux (PPT).
8. Avant-projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 20 avril 2007 fixant les règles de financement spécifiques des formations continuées dispensées par les Universités et les Hautes Ecoles.
9. Avant-projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 7 mars 2013 fixant les passerelles donnant accès aux études organisées en Hautes Ecoles.
10. Projet d'arrêté portant désignation des présidents et secrétaires de la Commission interzonale et des Commissions zonales d'affectation du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de services des établissements d'enseignement de la Communauté française.
11. Projet d'arrêté portant désignation des présidents et secrétaires de la Commission interzonale et des Commissions zonales d'affectation créées en application des articles 14 ter et quarter de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel

directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'état, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements.

12. Projet d'arrêté portant désignation des membres de la Commission interzonale d'affectation créée en application des articles 14 ter et 14 quarter de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements.
13. Projet d'arrêté portant désignation des présidents et secrétaires de la Commission interzonale et des Commissions zonales d'affectation créées en application des articles 14 sexies et 14 septies de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements.
14. Avant-projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 4 mai 2005 déterminant les modalités de reconnaissance et de subventionnement des Coordinations régionales d'écoles de devoirs et de la Fédération communautaire des écoles de devoirs.
15. Rapport d'activités de la Direction de l'Adoption, Autorité centrale communautaire (ACC).
16. Octroi d'une subvention à l'asbl Flagey pour l'année 2014.
17. Octroi d'une subvention à l'asbl « Les Chiroux » en vertu de sa convention 20122015.
18. Octroi d'une subvention à la Maison de la culture de Tournai pour l'année 2014.
19. Octroi de subventions aux asbl Centre de la Marionnette et Centre des Arts scéniques pour l'année 2014.
20. Octroi de subventions aux asbl Théâtre Royal des Galeries, Théâtre les Tanneurs et Théâtre de la Place des Martyrs pour l'année 2014.
21. Octroi de subventions aux asbl Théâtre de l'Ancre, Atelier Théâtre Jean Vilar et Les Baladins du Miroir pour l'année 2014.
22. Octroi de subventions aux asbl Groupov et Arsenic pour l'année 2014.
23. Projet de bulletin de répartition budgétaire modifiant la ventilation de certains articles de base des programmes d'activités 01, 02, 13,15, 21, 23, 31, 33 et 35 contenues dans les

divisions organiques 11,20, 22, 23, 25 et 26 du budget général des dépenses de la Communauté française pour l'année budgétaire 2014.

24. Projet d'arrêté modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 mars 2012 relatif aux aides à la formation.
25. Projet de convention entre l'asbl TV Lux et la Communauté française en vue de financer les équipements audiovisuels futurs de TV Lux dans le cadre de son déménagement.
26. Octroi d'une subvention à l'Ecole de santé publique de l'Université de Liège pour la réalisation du projet de recherche relatif à l'évaluation du projet pilote d'utilisation du test immunologique dans le cadre du programme de dépistage du cancer colorectal en Communauté française.
27. Octroi d'une subvention aux Services communautaires de promotion de la santé agréés pour la réalisation de leurs missions durant la période couverte par leur agrément en 2014.
28. Projet de convention et octroi d'une subvention à l'asbl Réseau Mariage et Migration en soutien à son programme d'actions de sensibilisation sur les mariages contraints et le libre choix dans les relations amoureuses.
29. Projet d'arrêté portant sur la reconnaissance du Centre d'autoformation et de formation continuée de la Fédération Wallonie Bruxelles en qualité de Centre de ressources en éducation aux médias. Projet d'arrêté portant sur la reconnaissance du Centre AudioVisuel de Liège asbl en qualité de Centre de ressources en éducation aux médias. Projet d'arrêté portant sur la reconnaissance de Media Animation asbl en qualité de Centre de ressources en éducation aux médias. Projet d'arrêté relatif à la désignation de l'Association des Journalistes professionnels en qualité d'opérateur chargé d'une initiative d'éducation aux médias portant sur la visite gratuite de journalistes professionnels au sein des établissements scolaires. Projet d'arrêté relatif à la désignation des Journaux francophones belges en qualité d'opérateur chargé d'une initiative d'éducation aux médias portant sur la presse quotidienne et à l'achat de journaux mis gratuitement à disposition des établissements scolaires et d'autres institutions. Projet d'arrêté relatif à la désignation du centre culturel Les Grignoux asbl en qualité d'opérateur chargé d'une initiative d'éducation aux médias portant sur la programmation à prix réduits de films dans les salles de cinéma à destination des élèves des établissements scolaires de l'enseignement fondamental et secondaire ordinaires et spécialisés, organisés ou subventionnés par la Communauté française et à la réalisation d'outils pédagogiques destinés à accompagner ces films.
30. Projet de décret réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française.
31. Avant-projet d'arrêté relatif aux accroches cours fonction pris en exécution de l'article 10 du décret réglementant les titres et les fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française.
32. Avant-projet d'arrêté fixant les moyens financiers et matériels nécessaires à l'accomplissement des missions confiées au conseiller économique et social.

33. Mise en œuvre du décret du 12 juillet 2012 organisant la certification par unités d'acquis d'apprentissage dans l'enseignement secondaire qualifiant et modifiant diverses dispositions relatives à l'enseignement secondaire. Composition d'un groupe de travail chargé de la rédaction de profils de certification.
34. Octroi d'une subvention à l'ASBL Centre sportif et culturel de Fourons pour l'année 2014.